

question dont il parlait". Cependant, je vous dirai franchement mon avis. En notre qualité d'hommes d'affaires, nous avons vu toute notre vie celui-ci tenir celui-là par l'argent et le réduire à l'impuissance. Nous avons été témoins de ce spectacle dans tout le pays, et nous nous sommes bornés à dire: "Ce n'est qu'une question d'affaires", et le monde a continué à évoluer. Cependant, lorsqu'une classe en tient une autre à la gorge sans vouloir lâcher prise, un malheur est bien près d'arriver.

Je vous dirai maintenant avec toute la concision possible quel est le problème, d'après moi. Il provient des dettes accablantes qui, comme une nuée, assombrissent l'horizon. Si l'année du jubilé venait, nos soi-disant problèmes disparaîtraient comme la rosée sous les rayons du soleil du midi. Que se passe-t-il? Un petit nombre des nôtres se démènent afin de payer l'intérêt sur leurs dettes, ce qu'ils ne peuvent pas faire; par conséquent, celles-ci s'accumulent, tandis que bien trop de gens font ripaille et se divertissent grâce au labeur d'autrui. Cette situation ne saurait durer indéfiniment. Quel est le remède? Réduire l'intérêt sur ces dettes au point où le débiteur pourra le solder, et éteindre partiellement la dette même, sans quoi il sera l'esclave de ses créanciers. Permettez-moi de vous donner un exemple pris sur le vif. Lorsque la guerre a pris fin, l'empire allemand était le plus grand débiteur au monde. Depuis, ses créanciers se sont toujours efforcés de se faire payer par tous les moyens dont ils disposaient, et ils n'ont guère réussi. Ils consentent maintenant à accepter la somme que l'Allemagne est capable de verser, somme que fixera une commission nommée à cette fin. Si tous les débiteurs et tous les créanciers du monde voulaient en arriver à un règlement sur ce pied-là, j'entreverrais une lueur d'espoir.

Et que faut-il penser de nous-mêmes? Je n'entends pas parler du Gouvernement, mais de toute la députation. Nous avons certainement tous des obligations. La dette publique est lourde, eu égard au chiffre de la population, et nous ne devons pas perdre de vue que ce n'est pas là le seul fardeau que le public ait à supporter. Nos provinces et nos municipalités ont aussi de lourdes obligations financières. Le mot "économie" résonne dans l'air, et nous ferions bien de prêter l'oreille. Les membres de notre groupe ont peu contribué à endetter le pays, mais la question nous intéresse beaucoup et nous voudrions voir amortir la dette. Il s'agit de savoir comment le faire. Des gens d'affaires diraient:

économisez; diminuez les frais généraux, suivez quelques-uns des conseils que vous donnez si généreusement à notre population; retranchez l'automobile, ménagez l'essence et vivez un peu plus simplement.

Je remarque sur le Feuilleton un projet de résolution dont l'auteur demande la diminution de l'indemnité parlementaire. Je n'entends pas soutenir qu'elle est actuellement trop forte; je déclare cependant que ce serait donner le bon exemple au pays que de la diminuer, et je serai enchanté d'appuyer le projet de résolution si les opinions sont recueillies.

On admet généralement que les rouages administratifs du pays sont trop nombreux. Quelqu'un suggérerait dernièrement de réduire d'environ le tiers le nombre des membres de la Chambre haute. A n'en pas douter, cela se pourrait, et le pays obtiendrait d'aussi bonnes lois qu'aujourd'hui et économiserait une grosse somme d'argent. Quoiqu'il en soit, l'idée de diminuer le nombre des législateurs est déjà lancée, et je puis dire que la législature de la Saskatchewan a adopté une résolution à cet effet. On préconise sérieusement la réduction du nombre des provinces de l'Ouest et de l'Est, et il y a beaucoup à dire à ce sujet.

Nous vivons des heures graves et les gouvernements de l'univers n'attaquent pas le problème des dettes. Ce n'est pas un temps pour les optimistes ou les pessimistes. Nous avons besoin d'hommes d'un esprit lucide et au cœur intrépide. Si les créanciers des divers pays continuent à ajouter l'intérêt impayé à la dette et exigent ensuite leur livre de chair, il ne restera plus que deux classes dans le monde. Cette grande classe dont nous sommes si fiers et que nous appelons communément la classe moyenne aura disparu, et ce serait une calamité. Le gouvernement de partis domine aujourd'hui dans l'univers; malgré tous ses défauts nous n'avons encore pu trouver un meilleur système. Toutefois, j'ai souvent songé que nous pourrions durant quelque temps mettre de côté les considérations de partis et discuter de concert les intérêts du pays. Ce jour est-il arrivé? Je le crois.

M. EVANS (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, le ministre intérimaire des Finances (M. Robb) dans son exposé budgétaire de cette année a fait comprendre bien clairement qu'il y a certaines industries fondamentales sur lesquelles repose la prospérité de toutes les autres. L'agriculture est citée comme la première. Il est une chose qui doit être évidente pour tous—même pour ceux qui depuis quarante-cinq ans ont été comblés de privilèges—c'est qu'avant que les manufacturiers puissent